

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27000 Évreux

Évreux, le 05/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/01/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NUFARM SA

USINE NOTRE DAME DE LA GARENNE
27600 Gaillon

Références : UBDEO.ERA.25.01.41.SG
Code AIOT : 0005800370

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/01/2025 dans l'établissement NUFARM SA implanté Grande Allée Zone industrielle secteur C Notre Dame de la Garenne 27600 Gaillon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite du 22 janvier 2025 s'inscrit dans le cadre du récolement de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 octobre 2024 relatif à la quantité de liquides inflammables présents sur le site de NUFARM.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NUFARM SA

- Grande Allée Zone industrielle secteur C Notre Dame de la Garenne 27600 Gaillon
- Code AIOT : 0005800370
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société NUFARM pratique sur son site de Gaillon :

- la synthèse
- la formulation
- et le conditionnement d'herbicides, de fongicides et d'insecticides ainsi que de régulateurs de croissance.

Les installations du site NUFARM de Gaillon sont actuellement réglementées par l'arrêté préfectoral n°D1-B1-15-176 du 18 février 2015 modifié autorisant l'exploitation de l'établissement. Le site est classé SEVESO Seuil Haut, compte-tenu des quantités de produits toxiques et dangereux pour l'environnement, fabriqués et stockés sur le site (rubriques 4120, 4130, 4510 et 4511). Il est également identifié comme prioritaire IED (rubrique principale 3440 - Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique de produits phytosanitaires).

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Connaissance des risques et des installations	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Quantité de liquides inflammables	AP Complémentaire du 31/10/2024, article 2	Sans objet
3	Situation administrative	AP Complémentaire du 16/04/2019, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site de NUFARM s'est engagé à maintenir une quantité de liquides inflammables de mentions de danger H224/225/226 et déchets HP3 stockés en contenants mobiles fusibles, sous la barre des 100 tonnes. Cela a été acté par l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 octobre 2024.

La situation au jour de l'inspection est conforme aux prescriptions. Les moyens mis en œuvre par l'exploitant ont permis de réduire les quantités de liquides inflammables en contenants fusibles sur le site. Il apparaît néanmoins que le site dispose de nombreuses zones de stockage de liquides

inflammables.

Le site demeure soumis aux arrêtés ministériels visés par l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 octobre 2024, relativement au stockage de substances relevant des rubriques 4331 et 1436 de la nomenclature des installations classées.

L'inspection invite l'exploitant à effectuer un bilan de conformité vis-à-vis de ces textes réglementaires.

Par ailleurs, l'inspection demande à l'exploitant, **sous un délai d'un mois, de présenter un plan d'actions visant à lever les écarts relevés sur l'état des stocks.**

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Connaissance des risques et des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection le fichier Excel établi à partir de l'extraction du logiciel de gestion des stocks du site, mis à jour quotidiennement. Un onglet "ICPE Jour" permet à l'exploitant de vérifier la conformité des stocks avec les quantités autorisées dans sa situation administrative. Un onglet de ce fichier présente les liquides inflammables en distinguant les contenants fusibles et non fusibles. L'exploitant a présenté le fichier Excel correspondant à la gestion des déchets du site, en précisant notamment leur emplacement, le prestataire d'élimination, le numéro de BSD (Bordereau de Suivi des Déchets) dans le cas où le déchet a été évacué. Un mail interne est envoyé chaque semaine, celui-ci détaille les envois de déchets de la semaine à venir et le stock de déchets inflammables en containers fusibles de la semaine en cours.

<p>L'inspection a réalisé un contrôle par sondage de la cohérence de l'état des stocks édité. Le contrôle a été effectué sur le terrain dans la zone dédiée au stockage de déchets inflammables. Elle a constaté les faits suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - un panneau à l'entrée du parc indique la présence de liquides inflammables, CMR, corrosif, toxique, dangereux pour l'environnement, nocif et irritant - présence de produits absorbants pollués sur le parc PGC, qui n'est pas le parc identifié pour les déchets inflammables - les produits sont stockés en rangées sur 2 hauteurs, par ligne numérotée. Une zone non numérotée, est présente perpendiculairement aux rangées. NUFARM indique que les produits stockés dans cette zone sont des en-cours de production de l'atelier C02 (zone de livraison intermédiaire) - des écarts vis-à-vis de l'extrait de stock sont identifiés (détail en partie confidentielle), à savoir : produits identifiés dans l'état des stocks mais pas au bon endroit, produits présents sur le parc mais absent de l'état des stocks, notamment les en-cours de production. <p>Ces écarts apparaissent comme significatifs et susceptibles de mettre en difficulté la gestion d'un éventuel sinistre.</p> <p>L'exploitant a précisé par ailleurs qu'un projet de gestion des stocks en temps réel est actuellement en cours d'étude.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il convient que l'exploitant identifie les causes de ces écarts et les rectifie dans l'objectif de présenter en cas de sinistre un état des stocks conforme. Sous un délai d'un mois, l'exploitant présentera un plan d'actions visant à lever les écarts relevés sur l'état des stocks et proposera dans un délai raisonnable le déploiement de ce plan d'action.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Quantité de liquides inflammables

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/10/2024, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Liquides Inflammables</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A partir du 1er janvier 2025, les quantités susceptibles d'être présentes de liquides inflammables avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables de catégories HP3, stockés en récipients mobiles fusibles, sont strictement inférieures à 100 tonnes au total.</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour garantir le respect de ce seuil de 100 tonnes.</p> <p>En particulier, il veille à ce que l'état des matières stockées, exigible au titre de l'article 50 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, susvisé, permette d'identifier les liquides inflammables et déchets liquides inflammables stockés en récipients mobiles fusibles.</p>
<p>Constats :</p>

Au regard du bilan de conformité transmis par l'exploitant en décembre 2021 et des constats de l'inspection du 4 avril 2023, le site entrainait dans le champ d'application de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploité au sein d'une installation classée soumise à autorisation, dans la mesure où étaient présents sur le site plus de 100 tonnes de liquides inflammables avec une mention de dangers H224, H225, H226 en récipients mobiles fusibles sans dépasser le seuil de 1000 tonnes au total.

Or, face à l'ampleur des travaux de mise en conformité à réaliser, NUFARM a entrepris une démarche de réduction des risques visant à réduire la quantité de liquides inflammables en récipients mobiles fusibles et s'est engagé dans son courrier du 23 septembre 2024 à être sous la barre des 100 tonnes de liquides inflammable en récipients mobiles fusibles pour le 31 décembre 2024, afin de ne plus être soumis à l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020.

L'inspection a acté cela par l'arrêté préfectoral complémentaire susvisé.

L'exploitant a par ailleurs confirmé le respect de ce seuil par courrier du 19 décembre 2024 qui précisait les quantités de liquides inflammables stockées:

- à hauteur de 52 tonnes en récipient mobile fusible et 251 tonnes en non fusible, le 19 décembre 2024
- à hauteur de 89 tonnes en récipient mobile fusible et 223 tonnes en non fusible, le 25 novembre 2024

Au jour de la visite du 22 janvier 2025, l'état des stocks a révélé une quantité stockée de 54 tonnes de liquides inflammables en contenants mobiles fusibles. Cela est conforme à la prescription.

L'exploitant présente les actions mises en œuvre :

- achat de conteneurs non fusibles (métalliques), notamment pour la gestion des sous-produits à base de solvants. Ces sous-produits sont désormais stockés et ré-utilisés en raison de leur potentiel économique.

- contact des fournisseurs pour passage en conteneurs non fusibles pour 2 produits représentant des quantités significatives ; cette transition est en cours.

- les déchets inflammables catégorisés HP3 sont désormais stockés en conteneurs non fusibles. Par ailleurs, une meilleure gestion est mise en place.

L'exploitant a transmis après l'inspection 3 BSD correspondant à l'évacuation et élimination de 41,12 tonnes de déchets liquides inflammables entre octobre et décembre 2024.

Ainsi, la situation au jour de la visite est conforme à la prescription susvisée. D'autre part, il apparaît que les mesures mises en place par l'exploitant permettent de pérenniser le respect du seuil des 100 tonnes de liquides inflammables en récipients mobiles fusibles.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/04/2019, article 2

Thème(s) : Situation administrative, Quantités autorisées

Prescription contrôlée :

EXTRAIT tableau de l'article 2,

- la quantité totale susceptible d'être présente de substances classées 4510 est de 3000

tonnes

- la quantité totale susceptible d'être présente de substances classées 4511 est de 1000 tonnes
- la quantité totale susceptible d'être présente de substances classées 4331 est de 300 tonnes
- la quantité totale susceptible d'être présente de substances classées 1436 est de 300 tonnes

Constats :

Au regard de l'état des stocks présenté, l'inspection n'a pas constaté d'écart vis-à-vis de la situation administrative du site:

- stock de 227 tonnes de substances classées 4331 (Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330)
- stock de 168 tonnes de substances classées 1436 (Liquides de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C, à l'exception des boissons alcoolisées (stockage ou emploi de)).

Dans le cadre du projet SL, l'exploitant souhaite augmenter son volume de stockage de substances classées 4510 (Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1) à hauteur de 4800 tonnes. La procédure de demande d'autorisation environnementale n'étant pas finalisée, le site est autorisé à date au stockage de 3000 tonnes. Au jour de la visite, l'état des stocks de substances 4510 est de 2925 tonnes, soit très proche du seuil autorisé. L'inspection a rappelé en visite la vigilance à porter sur ce point.

L'exploitant indique piloter les stocks de manière journalière afin de ne pas dépasser la quantité autorisée. Pour cela, il réalise des prévisionnels entrées/sorties afin d'externaliser selon les besoins. L'exploitant précise qu'il a dû externaliser à plusieurs reprises afin de respecter le seuil autorisé par son arrêté préfectoral. A date de la visite, l'exploitant indique que 222 800 L de substances classées 4510 sont externalisées. Le site n'aura plus recours à l'externalisation après l'aboutissement de la procédure d'autorisation du projet SL.

Type de suites proposées : Sans suite